

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LE KENYA CHOQUÉ PAR LE CLASSEMENT D'UNE AFFAIRE EMBLÉMATIQUE DE VIOLENCES POLICIÈRES

Quinze agents accusés de s'être déchaînés gratuitement sur une famille, sous prétexte de faire respecter le couvre-feu: l'affaire devait faire date au Kenya, rongé par les violences policières... Jusqu'à ce que les poursuites soient soudainement abandonnées, à la surprise générale. Début février, les victimes pensaient assister à un moment historique. Voir autant de policiers devant un tribunal pour un usage excessif de la force, cela n'était encore jamais arrivé dans ce pays d'Afrique de l'Est.

TRUMP, "INCITATEUR-EN-CHEF" DE L'ASSAUT DU CAPITOLE ACCUSENT LES DÉMOCRATES

Une violence inouïe libérée par l'"incitateur-en-chef" Donald Trump: les procureurs démocrates ont accusé l'ex-président d'avoir déclenché l'assaut meurtrier du Capitole du 6 janvier, au deuxième jour de son procès historique au Sénat. La parole est à l'accusation: neuf élus démocrates de la Chambre des représentants disposent de seize heures maximum, sur deux jours, pour dérouler leurs arguments, à l'aide de vidéos choc.

DES ISRAËLIENS SOUPÇONNÉS DE VENTE ILLÉGALE DE MISSILES

Une vingtaine d'Israéliens ont été interrogés pour fabrication et vente illégale présumée de missiles à un Etat d'Asie, a annoncé hier le service israélien de sécurité intérieure sans identifier le pays qui aurait acheté les armes. "Ces derniers mois, plus de 20 citoyens israéliens, dont d'anciens employés de l'industrie de la défense, soupçonnés d'avoir commis des infractions contre la sécurité de l'Etat, ont été interrogés", a indiqué le Shin Beth dans un communiqué.

Ethiopie : des nouveaux bombardements au Tigré

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

RIEN ne s'arrange en Ethiopie dans la province séparatiste du Tigré. Malgré les efforts de paix, le calumet de la paix n'est pas près d'être fumé entre les parties en conflit. L'armée éthiopienne a récemment effectué des bombardements dans ladite province. Selon l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW), le bilan aurait fait au moins 83 civils tués et causé des milliers de personnes pour déloger les autorités dissidentes de la région du Tigré.

Les attaques à l'artillerie lourde des troupes fédérales "ont touché des maisons, des hôpitaux, des écoles et des marchés", selon un rapport de l'ONG qui se concentre sur la situation de trois villes : la capitale régionale Mekele, Shire et Humera. "Au début de la guerre, les forces fédérales éthiopiennes ont effectué des tirs d'artillerie à l'aveugle dans les zones urbaines du Tigré, apparemment voués à faire des victimes et causer des destructions parmi les civils", affirme Laetitia Bader, directrice de HRW pour la région de la Corne de l'Afrique. L'Ethiopie "devrait rapidement autoriser la présence d'observateurs des Nations unies au Tigré pour documenter le comportement des acteurs de ce conflit qui a dévasté la vie de millions de personnes", ajoute-t-elle. Le Premier ministre éthiopien et prix Nobel de la paix 2019 Abiy Ahmed a annoncé fin novembre, lorsque l'armée fédérale a pris le contrôle de la capitale régionale Mekele, la fin officielle de l'opération militaire lancée au début du même mois pour déloger les autorités dissidentes du Tigré. Mais les organisations humanitaires et des diplomates soulignent que l'insécurité dans la région entrave toujours grandement la réponse humanitaire.

Après les combats les plus intenses, qui ont duré tout le mois de novembre, M. Abiy a assuré que l'armée "mène l'opération avec la précision et le soin nécessaires (...) pour s'assurer que les civils ne sont pas ciblés". Début



L'armée éthiopienne continue de pourchasser les rebelles tigréens.

décembre, son cabinet avait affirmé que l'armée fédérale s'était emparée de Mekele sans faire ni victime civile ni dégâts aux biens privés.

A Humera, dans l'Ouest du Tigré,

les médecins ont fait état de 46 morts et 200 blessés lors d'une seule journée de la première semaine des combats, selon HRW. "Des civils ont commencé à arriver à l'hôpital avec des blessures

à l'abdomen, la poitrine, la tête. Nous étions totalement perdus", témoigne un médecin cité par le rapport. "Certains n'avaient plus de mains, d'autres avaient leurs bijoux à l'air."

Une épine dans le pied



Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, ancien Prix Nobel, face aux enjeux de l'unité de son pays.

J.O.
Libreville/Gabon

La situation de guerre dans la province du Tigré embarrasse au plus haut point le gouvernement d'Addis-Abeba qui ne veut pas entendre parler de négociations avec les séparatistes tigréens. Malgré les appels incessants au dialogue, les autorités fédérales ont choisi la méthode

forte pour mettre fin aux velléités d'indépendance de cette région.

En novembre 2020, lorsqu'il a fallu porter le feu de l'action militaire dans la région du Tigré, dans le nord de son propre pays, la main du Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix un an plus tôt, n'a pas tremblé. Il a rassemblé toutes les forces possibles – troupes régulières

loyales, milices des régions voisines, soldats de l'Erythrée – et lancé l'opération. Quand l'heure sera venue d'examiner l'ampleur des destructions de cette campagne contre une province éthiopienne, c'est peut-être ce qu'on lui reprochera le plus : cette contradiction dans les termes – chef de guerre avec une médaille de la paix – et cette capacité à ruiner les espoirs qu'il avait lui-même fait naître.

Pourtant, à sa prise de fonction, en avril 2018, sa trajectoire a d'abord ressemblé à la fulgurance prometteuse d'un avenir meilleur pour l'Ethiopie. Charismatique, éclatant de jeunesse et d'idées nouvelles, Abiy Ahmed n'a que 42 ans lorsque la coalition au pouvoir en fait son Premier ministre. Désormais, c'est en chef militaire soucieux de l'unité de son pays, qui a traversé tant de péripéties, qu'il agit.